

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 Quai de Verdun
82 000 MONTAUBAN

Montauban, le 12/07/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



MAISAGRI TARN-ET-QUERCY

lieu dit Belleperche
82700 CORDES TOLOSANNES

Références : Rapport n° 2022-0827

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement MAISAGRI TARN-ET-QUERCY implanté lieu dit Belleperche 82700 CORDES TOLOSANNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISAGRI TARN-ET-QUERCY
- lieu dit Belleperche 82700 CORDES TOLOSANNES
- Code AIOT dans GUN : 0006802452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société MAISAGRI exploite à Cordes-Tolosannes un ensemble de silos de stockage d'une capacité totale de 31 585 m³ ainsi qu'un dépôt d'engrais et de produits phytosanitaires (90 T). Les activités de la société MAISAGRI, sur le site de Cordes-Tolosannes, consistent en la manutention et le stockage de céréales (essentiellement maïs et tournesol) ainsi que la négoce d'engrais (engrais composés NPK et PK, nitrate d'ammonium, urée et chaux), de produits phytosanitaires et de semences.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rétentions,
- Installation de protection contre la foudre,
- dispositif de surveillance des conditions d'ensilage,
- contrôle des rejets atmosphériques des séchoirs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 6.3.5 Alinéa b)	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance des conditions d'ensilage	Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article 6.3.6 Alinea a)	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétentions alinéa a) disposition générales	Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 2.4.2 alinéa a)	/	Sans objet
Rétentions produits liquides	Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 2.4.2 Alinéa b)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection contre les effets directs et indirects de la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 6.3.5 Alinéa c)	/	Sans objet
contrôle à l'émission	Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 3.1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de protection contre la foudre n'est pas conforme aux préconisations de l'étude technique qui a été réalisée pour le site ce qui remet en cause la sécurité en cas d'impact de foudre. Les moyens d'alarme sonores et visuelles ne sont pas mis en place sur l'installation de surveillance de la température au sein des cellules de stockage. Le dispositif de mesure de température en place n'est pas en mesure d'assurer une détection et une intervention rapide en cas d'échauffement anormal du grain dans les cellules de stockage. De plus, le système en place est perturbé par les mesures de la température de l'air ou des parois dans les cellules vides qui peuvent franchir la température de consigne pour l'alarme.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Protection contre les effets directs et indirects de la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 6.3.5 Alinéa c)
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les dispositions suivantes sont applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2012. L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport du dernier contrôle visuel de la protection contre la foudre en date du 15/04/2022 faisant suite à la vérification menée le 14/04/2022 par la société DEKRA (rapport n°113868802201R001). Le rapport ne mentionne aucune observation sur les éléments vérifiés. Il comporte cependant une remarque dans ses conclusions faisant état de l'absence de parafoudres dans les TGBT, sauf dans le TGBT synoptique.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 6.3.5 Alinéa b)
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation de protection à l'étude technique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>L'exploitant tient à jour un carnet de bord reprenant l'historique des installations de protection contre la foudre du site. Le carnet de bord comprend notamment les renseignements relatifs à l'analyse de risques, à l'étude technique, à la mise en place et les vérifications périodiques des installations (dates de réalisation, sociétés intervenantes, résultats etc.). Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard le 1er janvier 2012. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats : Le rapport de vérification visuelle de l'installation de protection contre la foudre réalisé par DEKRA le 14/04/2022 mentionne en conclusion l'absence de parafoudre dans les TG du site sauf dans le TGBT synoptique.</p> <p>L'inspection a contrôlé les préconisations de l'étude technique de protection contre la foudre du site (société HELITA en date du 15/05/07). La partie "installation intérieure de protection foudre" en p10 mentionne que "la pose de parafoudres 12.5KA minimum de type 1 est obligatoire dans les tableaux généraux basse tension (TGBT)". L'installation de protection contre la foudre en place n'est donc pas conforme à l'installation définie dans l'étude technique.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité son installation de protection contre la foudre en ajoutant les parafoudres manquants dans les TGBT. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance des conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article 6.3.6 Alinea a)
Thème(s) : Risques accidentels, Sondes thermiques
Prescription contrôlée : Les sondes thermométriques fixes sont reliées à un poste de commande et équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme sonore et visuel en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.
Constats : L'ensemble des cellule de stockage de céréales sont munies de sonde de températures. L'exploitant a défini une température d'alerte de 50°C et un relevé hebdomadaire des températures est consigné dans un classeur. L'inspection constate que le relevé de température est manquant pour le 13 juin (relevés des 20/06 et 06/06 disponible). L'exploitant a expliqué un oubli pour ce relevé car la campagne de récolte débutait et qu'un nouvel arrivant devait être accueilli sur le site. L'inspection demande à l'exploitant de porter une attention particulière à la réalisation des relevés de température. Lors du défilement des températures des sondes, il a été constaté une sonde présente dans une cellule vide relevant une température supérieure au 50°C définit pour l'alerte. Aucune alarme sonore ou visuelle n'était en fonction. L'exploitant a expliqué que le dispositif ne comportait pas d'alarme sonore et que, visuellement, le cadran d'affichage des températures passait automatiquement sur la sonde en alerte mais qu'il n'y avait pas de dispositif particulier pour attirer l'attention des opérateur. L'inspection demande à l'exploitant de munir son dispositif de surveillance des conditions d'ensilage de moyen d'alarme sonores et visuelles. Le dispositif de surveillance ne doit pas être perturbé par la température de l'air ou des parois des cellules vides pouvant franchir le seuil d'alerte de 50°C, le déclenchement récurrent de l'alarme pouvant entraîner un manque d'attention vis-à-vis de la détection d'une montée en température d'une cellule pleine. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : contrôle à l'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 3.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise périodiquement ainsi qu'à la demande de l'inspection des installations classées des mesures des émissions des installations visées aux paragraphes 3.1.5 et 3.1.6 par un organisme. Les contrôles sont effectués dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant. Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1a de l'arrêté du 2 février 1998. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Concernant les rejets atmosphériques des gaz de combustion des séchoirs, l'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées. Les résultats des analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport des dernières mesures des émissions des deux séchoirs (rapport de la société DEKRA n°D67207662101R001 du 19/11/2021 suite aux mesures menées le 22/10/2021). Le rapport conclu à la conformité des rejets atmosphériques des deux séchoirs. L'inspection rappelle à l'exploitant que les rapports doivent lui être transmis dès réception comme le prévoit le paragraphe 3.1.7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions alinéa a) disposition générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 2.4.2 alinéa a)
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : Les manipulations de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et en cas d'incendie, des eaux d'extinction polluées.
Constats : Le sol de la case de stockage des engrais ammonitrates a fait l'objet d'une réfection complète pour assurer son étanchéité. Le seuil permettant d'assurer la rétention d'éventuelles eaux d'extinction a également été repris. L'inspection a constaté la présence de trois bigbags d'engrais, dont les sangles sont cassées, stockées en bordure de la zone imperméabilisée avec une zone de terre nue directement à proximité. Ce lieu de stockage ne permet pas d'assurer que la zone de terre nue ne soit pas souillée par l'engrais lors des manipulation de transvasement vers des bigbags neufs. La zone imperméabilisée n'ayant pas de trottoir, les éventuelles eaux d'extinction peuvent se déverser vers la zone de terre nue. L'inspection demande à l'exploitant de déplacer sous 30 jours la zone de stockage des bigbags défectueux sur une partie du site répondant aux exigences du point 2.4.2 alinéa a)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions produits liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2010, article Paragraphe 2.4.2 Alinéa b)
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions associées aux stockages de produits liquides
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention étanche, qui résiste à l'action physique et chimique du fluide et dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir• 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : L'inspection a constaté la présence de deux récipient d'1m3 de adblue présents sur le site qui ne sont pas associés à des capacités de rétention. L'inspection demande à l'exploitant de doter, sous 30 jours, les récipient de produits susceptibles de créer des pollutions des eaux ou du sol de capacité de rétention permettant de répondre au paragraphe 2.4.2 Alinéa b)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet